

Justice des pauvres, justice indigne

lundi 14 mars 2011, par [Le Monde](#) (Date de rédaction antérieure : 12 janvier 2011).

Il y a des affaires judiciaires où l'indignité le dispute à la désinvolture. Il en est ainsi du procès de l'incendie criminel du boulevard Vincent-Auriol (Paris 13^e). Ouvert mercredi 9 mars, sans qu'aucun coupable se trouve au banc des accusés, il a été renvoyé, jeudi 10 mars, à l'issue de deux demi-journées chaotiques, à une date indéterminée, au mieux à la fin de l'année 2011.

Les faits imposaient que la justice traite l'affaire avec humanité. Le 26 août 2005, un incendie déclenché volontairement dans une cage d'escalier provoquait la mort de dix-sept personnes : trois femmes et quatorze enfants de moins de 10 ans. L'immeuble, vétuste et en infraction avec les normes de sécurité, abritait 123 habitants, des familles d'origine africaine auprès desquelles l'Etat s'était engagé, en 1991, à veiller à un « *relogement définitif dans un délai de trois ans* ». Quatorze ans après, ces familles, logées dans des conditions extrêmement précaires et exposées au saturnisme, s'y trouvaient encore.

En 2004, sans que la Préfecture de police juge utile de faire évacuer les familles, des toiles de verre puis des plaques de contreplaqué sont posées dans l'immeuble pour lutter contre le saturnisme. Lesdites plaques, très inflammables, favoriseront la propagation du feu dans les six étages.

Au terme de plus de cinq ans d'instruction, la justice a ouvert un procès sans vrais coupables. L'incendiaire n'a jamais été identifié. La Préfecture de police de Paris a été exonérée de toute responsabilité. Seules étaient poursuivies l'association Freha, qui gérait l'immeuble, et la société Paris Banlieue Construction, à laquelle on reprochait d'avoir entrepris des travaux de rénovation en n'ayant pas respecté les normes de sécurité. « *Des lampistes* », aux yeux des parties civiles.

Face à ce drame de la misère, la justice a donné l'image, insupportable pour les familles des victimes, d'un fonctionnement à deux vitesses. Dans d'autres catastrophes - de l'explosion dans une usine AZF en 2001 à l'incendie dans le tunnel du Mont-Blanc en 1999 ou à l'accident aérien du mont Sainte-Odile -, la justice s'est donné le temps, avec des audiences échelonnées sur plusieurs semaines ou plusieurs mois. Le procès « du boulevard Vincent-Auriol », lui, devait durer une matinée et un après-midi. Une misère.

Le procès aurait pu être jugé rocambolesque s'il n'avait pas été simplement sordide : des familles de victimes ballottées d'une salle à l'autre, une sono désespérément défailante, un manque de places, une absence de débats. « *Des enfants sont morts*, a lancé l'avocat de plusieurs parties civiles, en incriminant cette désinvolture. *Ce ne sont pas des sacs de farine*. » « *Le tribunal baisse les bras* », a cruellement observé la présidente de la chambre du tribunal correctionnel de Paris en renvoyant le procès. Elle y a vu « *l'illustration de la misère de la justice* ».

La cause est entendue : la justice manque de moyens. Mais elle parvient à les trouver pour certaines « grandes » affaires, comme le procès de Jacques Chirac. Pour des victimes de la misère, elle passe son tour. Il y a là quelque chose de profondément indigne.

P.-S.

* Article paru en éditorial dans le Monde, édition du 13.03.11. | 12.03.11 | 14h38 • Mis à jour le 12.03.11 | 14h38.